

"Grande-Bretagne, Europe et Commonwealth" dans Le Monde (24 décembre 1949)

Légende: Le 24 décembre 1949, Anthony Eden, ancien ministre britannique des Affaires étrangères, explique dans le quotidien français Le Monde la position que le Royaume-Uni entend adopter au sein de l'Europe unie compte tenu de l'importance du Commonwealth aux yeux des Anglais.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 24.12.1949, n° 1 528; 6e année. Paris: Le Monde. "Grande-Bretagne, Europe et Commonwealth", auteur:Eden, Anthony , p. 1, 2.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"grande_bretagne_europe_et_commonwealth"_dans_le_monde_24_decembre_1949-fr-e5fa7b17-c99f-4b80-957d-fc00673dbce8.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Grande-Bretagne, Europe et Commonwealth

par Anthony Eden

L'opinion française presque unanime – à l'exception des communistes – se prononce chaleureusement, même avec enthousiasme, en faveur d'une union européenne plus étroite. La première condition d'une telle union – soutiennent les Français – réside dans un accord allié sur le développement économique de l'Allemagne. La deuxième, à mon point de vue, est de définir clairement les positions de chacun, car je doute que les Français eux-mêmes aient déterminé en détail les conditions qui rendraient plus étroite cette union, par exemple dans le domaine économique. Ce thème de l'union européenne est de ceux sur lesquels on peut presque indéfiniment broder des généralités. Mais jusqu'à présent – pour autant que j'aie pu m'en rendre compte – on s'est à peine efforcé de préciser, même dans la pensée officielle française, les plans précis auxquels des progrès pourraient être faits.

Le nombre excessif des organisations qui, d'une façon ou d'une autre, s'occupent du projet de l'union européenne constitue une difficulté sérieuse. La plupart de ces organismes ont des états-majors puissants, et il y a en conséquence beaucoup de chevauchements entre eux. Ceci impose de nombreuses difficultés aux officiels du quai d'Orsay comme à ceux du Foreign Office, obligés de traiter avec des autorités aussi diverses.

Il y a le pacte de l'Atlantique et l'accord de Bruxelles ; l'Assemblée européenne de Strasbourg et le conseil des ministres qui s'y rattache ; l'O.E.C.E. et la commission économique pour l'Europe créée par l'O.N.U. Les états-majors font sans aucun doute de bon travail, mais leurs organisations sont trop nombreuses, et par la force des choses se gênent mutuellement. Si nous voulons faire des progrès réels nous devons, j'en suis sûr, procéder à une certaine discrimination et à une nouvelle répartition des tâches.

L'opinion française s'inquiète naturellement de l'attitude britannique devant de tels problèmes. On croit fermement que si l'Europe doit se rétablir sur des fondations solides la Grande-Bretagne doit jouer totalement le jeu. Tous les Français ne partagent pas l'opinion exprimée récemment par le général de Gaulle, selon laquelle l'unité de l'Europe devrait être construite sur un accord franco-allemand négocié directement. Ils sentent que la présence de la Grande-Bretagne est essentielle, ne serait-ce que pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de domination d'une seule puissance sur une Europe reconstruite. Je pense qu'ils ont raison.

Mais pour la plupart des Anglais, et certainement pour moi-même, il existe une condition préalable à notre collaboration en Europe, particulièrement dans le domaine économique. Nous ne pouvons prendre en Europe aucune décision qui pourrait, d'une façon ou d'une autre, affaiblir les liens d'union entre la Grande-Bretagne et les nations du Commonwealth.

Cette condition doit être toujours présente à notre esprit. Je suis convaincu que les Français comprennent notre position. Je suis convaincu qu'ils comprennent aussi qu'en tant que cœur et centre du Commonwealth et de l'empire nous pouvons apporter une contribution plus effective au redressement européen.

Mais ils aimeraient voir aussi quelque signe tangible de notre disposition à agir dans ce sens dans les plus brefs délais.

Pour cette raison il me semble que nous avons deux tâches immédiates. La première est de discuter et de nous mettre d'accord avec nos partenaires du Commonwealth sur notre attitude, et de voir comment en pratique nous pourrions contribuer, tant dans le domaine économique que politique, en général et en détail, au resserrement de nos relations avec nos voisins européens.

Après nous être entendus pour préciser ces conditions préliminaires, mais essentielles, nous serions alors en mesure de nous attaquer au projet de l'union européenne sur des bases réelles. Mais pour y arriver nos conversations avec nos partenaires du Commonwealth devront être empreintes d'une franchise parfaite et porter sur l'ensemble de nos relations commerciales, présentes et futures. S'il n'en était pas ainsi les seuls résultats seraient la confusion et l'échec.

La France et la Grande-Bretagne ont un rôle directeur à jouer pour toutes ces questions. L'avenir de l'Europe dépend de notre détermination commune et de notre fermeté.

Il n'y a pas d'accord international signé après la guerre par la Grande-Bretagne auquel la France n'ait souscrit. En Europe nos intérêts sont identiques. Outre-mer nous avons l'une et l'autre des obligations permanentes que nous sommes déterminées à honorer. Le bien-être futur de l'une est indissolublement rattaché à la prospérité de l'autre. Ensemble nous pouvons donner à l'Europe la direction à laquelle les hommes libres aspirent, et à l'Amérique l'assurance que sa généreuse politique n'est pas vaine.

ANTHONY EDEN.

(Tous droits strictement réservés pour le Monde et Coopération Press Service.)